

ASSEMBLEE PERMANENTE DU MEDEF

15 mars
2022

ORDRE DU JOUR

- ▶ **Actualités du Président**
- ▶ **Point sur la situation en Ukraine**
- ▶ **Rapport "sécurisation de l'approvisionnement en matières premières minérales"**
- ▶ **Volet social**
- ▶ **Présentation du CEJ (contrat engagement jeunes)**
- ▶ **Compte rendu d'activité du Comité Mandat**
- ▶ **Présentation du Big Tour**
- ▶ **Actualités des Adhérents**



POINT D'ACTUALITÉ DU PRÉSIDENT

01

**POINT SUR LA
SITUATION EN UKRAINE**

2022

GUERRE EN UKRAINE : LE SOMMET EUROPEEN A VERSAILLES (10-11 MARS)

Sommet des vingt-sept – 10 et 11 mars 2022

► Contexte

- > Emmanuel Macron dans le cadre de la présidence française de l'UE a réuni un sommet informel des Vingt-sept à Versailles, Des orientations politiques ont été définies sur l'Ukraine et sur ce que le président français a qualifié d'*agenda de souveraineté européen*.

► Engagements

- > Russie et Biélorussie : condamnation unanime et ferme de la *guerre d'agression* qui constitue un *tectonic shift* dans l'histoire de l'Europe. *Nous n'abandonnerons pas les Ukrainiens à leur sort. L'UE et ses États membres continueront de fournir un soutien politique, financier, matériel et humanitaire coordonné.* D'autres sanctions, après celles annoncées le 9 mars – débranchement de trois banques biélorusses de la plateforme Swift, allongement liste noire des personnalités russes et biélorusses visées – pourraient être *rapidement* prises (mais pas précisées à ce stade).
- > **Adhésion de l'Ukraine à l'UE ?** Certains veulent l'accélérer (Pologne, Slovénie, Slovaquie, Pays baltes), d'autres sont plus réservés (Pays-Bas, Allemagne et France). Le compromis trouvé est de réaffirmer l'appartenance de l'Ukraine à la *famille européenne*, mais le projet de Kiev d'adhérer ne peut s'envisager qu'à long terme, et *selon les procédures prévues* par les Traités qui ne sont pas modulables. **Les mêmes divergences existent au sein de Business Europe.**

Le détail des positions annoncées

- > **Défense commune** : réaffirmation du rôle clé de l'Otan et engagement d'investir pour *renforcer les capacités de défense européenne*, favoriser les coopérations industrielles et les achats en commun. Une stratégie de défense doit être publiée avant la fin du mois.
- > **Energie (cf. slide précédente)** : ambition de réduire la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis de la Russie (un plan été présenté par la Commission pour *permettre à l'Europe de se passer totalement d'hydrocarbures russes*. Aucune date n'est fixée mais Ursula von der Leyen parle de 2027. Un projet sera établi pour mai.
- > **Economie** : volonté de bâtir une base économique robuste et résiliente pour réduire nos dépendances stratégiques (matières premières, semi-conducteurs, médicaments technologies digitales, nourriture) et pour renforcer la coopération industrielle via les PIECC et les alliances; mobiliser les financements pour d'investissement public.
- > **Nouveau plan de relance** : n'était pas à l'agenda, malgré la demande française sur le modèle du plan post covid de 750 Mds en 2020 avec endettement commun. Les Pays-Bas et Allemagne ont dit non. EM a indiqué que le sujet serait repris en mai.
- > **Révision des règles du pacte de stabilité et de croissance** : initialement à l'ordre du jour, comme souhaité par Emmanuel Macron. Pas de décision, mais la Commission a indiqué qu'elle pourrait prolonger la suspension de ses règles de rigueur en 2023 si nécessaire.

GUERRE EN UKRAINE : LES CONSEQUENCES ÉCONOMIQUES EN EUROPE

L' UE et les US renforcent leurs sanctions

► Surlignées : les nouvelles sanctions depuis le 07/03

- > Sanctions individuelles : inscription sur listes noires d'entités et de personnalités russes, biélorusses (gels d'avoir, restrictions des visas, interdiction d'accès au territoire de l'UE); 160 nouvelles inscriptions cette semaine.
- > Sanctions financières : déconnexion de 7 banques russes de SWIFT et de 3 banques biélorusses ; Interdictions des transactions avec la Banque centrale Russe et de certaines transactions avec la Banque centrale Biélorusse ; diverses restrictions sur les mouvements financiers depuis la Biélorussie.
- > Restrictions d'exportations : Interdiction d'exportation des biens double usage, produits pour le raffinage/extraction du pétrole, composants électroniques, logiciels, biens additionnels et de biens de navigation maritime et des technologies de radiocommunication
- > Interdiction de l'accès à l'espace aérien européen / américains aux avions russes (dont fret)
- > Embargo (US seulement) : Interdiction de toute importation aux États-Unis de pétrole et de gaz russe, de fruits de mer, poissons, de diamants non-industriels, de boissons alcoolisées et de produits de luxe
- > Exclusion prochaine de la Russie du régime normal de réciprocité prévu par le Droit du commerce (« Principe de la Nation la plus favorisée »), annonçant des tarifs douaniers renforcés des US et de l'UE

Les contremesures russes deviennent plus offensives

► Surlignées : les nouvelles contremesures depuis le 07/03

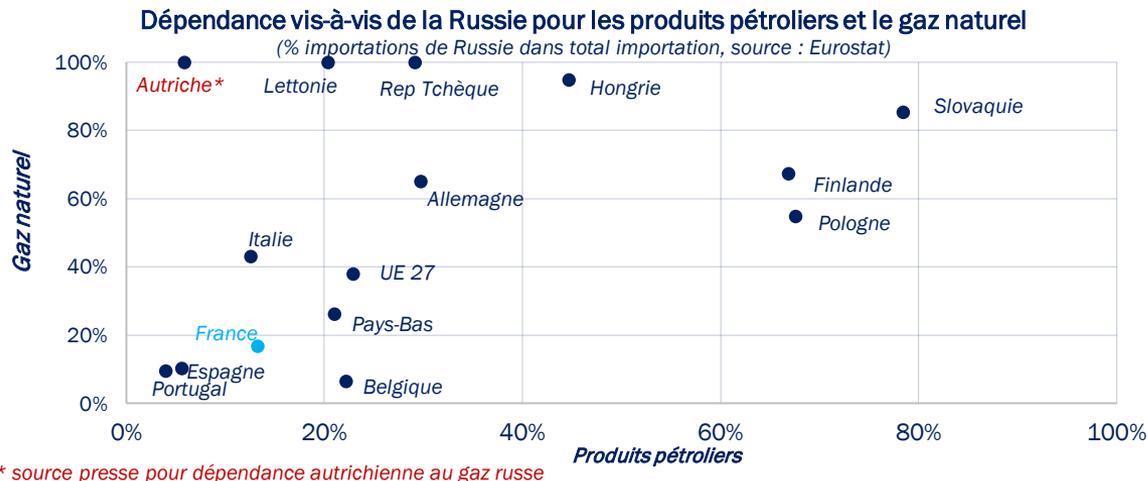
- > Publication d'une liste de « pays hostiles » (incluant les Etats de l'UE) dont les créanciers seront remboursés par les entreprises et les particuliers en Rouble uniquement.
- > Extension de la loi permettant la saisie des biens des étrangers en Russie.
- > Publication d'une liste de restrictions d'exportations/importations depuis et vers les « pays hostiles ».
- > Ordre aux banques russes de ne plus publier leurs bilans financiers.
- > Limitation de la possibilité de transférer ses devises étrangères hors de Russie et des capacités des investisseurs / capitaux de quitter le pays
- > Suspension des lancements Soyouz
- > Interdiction d'accès à l'espace aérien aux avions occidentaux

► Risques de futures contremesures à court terme

- > Projet de loi de nationalisation des actifs d'entreprises étrangères ayant quitté la Russie
- > Coupure des livraisons en gaz
- > Cyberattaques sur les infrastructures critiques



La dépendance énergétique envers la Russie est très variable au sein de l'UE



➔ L'UE a précisé sa stratégie, à la fois par la voix de la Commission "REPower UE" (8 mars) et par celle des chefs d'Etats et de gouvernement réunis à Versailles (10-11 mars). Objectifs :

- > Compléter la "boîte à outils" pour faire face à la crise énergétique
- > « Réduire de 2/3 la dépendance au gaz russe », diminuer les importations de charbon et pétrole russes

Les réponses de l'UE à la situation énergétique

- ▶ Avec REPower UE, la Commission renforce sa panoplie d'instruments sur les prix de l'énergie déjà annoncé en octobre dernier et annonce vouloir relever les plafonds d'aides d'Etat à 2 M€ / entreprise et à 25 M€ pour les entreprises énérgo-intensives.
- ▶ Volonté de la Commission européenne pour réduire sa dépendance énergétique :
 - > En diversifiant l'approvisionnement en gaz (y compris GNL) auprès de fournisseurs non russes,
 - > En accroissant la production et les importations de biométhane et d'hydrogène,
 - > En sortant des combustibles fossiles grâce à l'efficacité énergétique et aux ENR,
 - > **En obligeant le remplissage des stockages de gaz à au moins 90 % au 01/10 de chaque année en Europe.**
- ▶ Consensus des États membres pour réformer l'organisation du marché de l'électricité (=market design)
 - > Consultation « en urgence » avec les parties prenantes pour envisager d'« optimiser l'organisation du marché de l'électricité » : ***c'est sur ce point que la France devra se faire entendre plus particulièrement***
- ▶ Le Conseil réunit à Versailles ne fixe pas d'horizon de temps, contrairement à la Commission (d'ici à 2027).

GUERRE EN UKRAINE : LES ATTENTES EN FRANCE

De son côté, le gouvernement français prépare un « Plan de Résilience »

- ▶ 8 mars : réunions autour du Premier ministre pour préparer les dispositions du plan de résilience attendu la semaine prochaine.
- ▶ Les entreprises qui seraient visées par ce plan :
 - > celles implantées en Russie ou Ukraine et concernées par les sanctions économiques
 - > celles dont les approvisionnements en matières premières proviennent de Russie ou Ukraine
 - > celles touchées par la hausse des prix de l'énergie (gaz, carburants)
- ▶ Position MEDEF : pas de "quoi qu'il en coûte", mais des mesures ciblées, avec des critères les plus objectifs possible.
- ▶ Le MEDEF a transmis au Gouvernement :
 - > les demandes des adhérents (activité partielle, mesures de trésorerie, renforcement du prêt Industrie, ...)
 - > Après une enquête de terrain, une liste d'une quarantaine entreprises très directement concernées par les répercussions de la guerre et des sanctions



Les entreprises françaises énérgo-intensives ont des attentes immédiates et concrètes

- ▶ Pour le gaz, afin de remplir les stockages souterrains d'ici le 1er octobre :
 - > rationner les volumes mis sur le marché, réduire la consommation de gaz et d'électricité
 - > instaurer une obligation de reconstitution effective de 100% des stockages d'ici fin septembre.
- ▶ Plafonner dès aujourd'hui les prix du gaz pour l'industrie, par périodes de 3 mois reconductibles ; encadrer les fluctuations quotidiennes, dans un « tunnel » qui pourrait être fixé à -10% + 10% sur une journée ;
- ▶ Limiter le trading de gaz aux seules opérations avec livraison physique, pour réduire la spéculation ;
- ▶ Pour l'électricité, mettre en place immédiatement un tarif régulé d'adaptation à la crise (TARAC), comparable au tarif réglementé et transitoire d'ajustement au marché (TARTAM) en vigueur de 2007 à 2010 :
 - > par exemple égal au prix de l'ARENH (42 €/MWh) majoré de 30% soit environ 55 € / MWh ;
 - > pour l'ensemble des volumes mis en marché ;
 - > optionnel et assorti de contreparties à définir en termes de consommation (par exemple, une modulation « intelligente » de certaines productions).
- ▶ Elargir la liste des secteurs éligibles à la compensation des coûts indirects de l'EU ETS (*cf.* REPowerEU).



Le volet énergétique du « Plan de résilience »

- ▶ Le bouclier tarifaire (hausse du volume d'ARENH à 120 TWh, gel des tarifs, plafonnement des taxes) a été conçu pour limiter à 4 % la hausse des tarifs d'électricité pour les consommateurs résidentiels et les PME (sinon, + 35 % sans intervention), pour un coût de prêt de 25 mds€.
- ▶ Nouvelles mesures :
 - > Le Gouvernement souhaite repousser la fin du gel des tarifs de juin à décembre. Le coût cumulé sera alors de 10 Mds€ pour le seul gel tarifaire sur 2022.
 - > Carburants : le PM a annoncé le 12/3 une remise de 0,15€/l à compter du 1er avril pour 4 mois, et demande aux pétroliers et distributeurs de *"faire un effort, par exemple 0,05 €/l"*.
 - > Une partie kilométrique a également été envisagée (*NB : lors de discussions informelles avec le gouvernement, le MEDEF avait proposé de bonifier la prime PEPA, ou les indemnités kilométriques, ou des chèques-CSE*).
 - > Bruno Le Maire a annoncé vouloir revenir sur la règle budgétaire de non-affectation des recettes des taxes sur les énergies fossiles (TICPE, TICGN) afin de les affecter à la transition énergétique.
 - > Bercy a identifié entre 500 et 1 000 entreprises gazo-intensives exposées à la concurrence internationale pour lesquelles des mesures supplémentaires sont en discussion.

Cellule MEDEF

- ▶ Le MEDEF et MEDEF International ont mis en place un point de contact concernant les sanctions information-russie@medef.fr

**RAPPORT
LA SÉCURISATION DE
L'APPROVISIONNEMENT
EN MATIÈRES
PREMIÈRES MINÉRALES**

03



Métaux critiques : suites de la mission de Philippe Varin

Assemblée permanente du MEDEF

Mardi 15 Mars 2022

Bruno Jacquemin
Délégué général A3M
Délégué du CSF Mine & Métallurgie



Les métaux présents au quotidien

Smartphones, électroménager, avions, voitures, éoliennes... les métaux sont présents dans la majorité des objets qui nous entourent. L'économie virtuelle en utilise également de grandes quantités dans les ordinateurs et les supports numériques mais aussi pour le transport et le stockage de l'information.



Extension d'une maison individuelle ; architecte Mabire-Reich



Ordinateur/ smartphone

Plus de 30 métaux dont cuivre, étain, germanium, gallium, indium, plomb, tungstène, tantalum, terres rares, silicium, métaux précieux...



Énergies renouvelables

Silicium, cuivre, acier, nickel, molybdène, béryllium, germanium, gallium, indium, cobalt, terres rares...



Éclairage

Cuivre, terres rares...



Aéronautique

Acier, cuivre, titane, chrome, manganèse, molybdène, magnésium, cobalt, terres rares...



Électroménager

Acier, inox, cuivre, terres rares, plomb, indium...



Pompe à chaleur et réseau de chauffage

Cuivre, inox, nickel, chrome...



Bâtiment

Acier, cuivre, zinc, plomb...



Matériel agricole

Acier, cuivre, zinc, nickel, plomb, lithium, cobalt, manganèse, métaux précieux...



Médical

Inox, nickel, cuivre, plomb, titane, chrome, cobalt, indium, terres rares, métaux précieux...



Agroalimentaire

Inox, nickel, chrome, acier, cuivre...



Automobile

Acier, cuivre, zinc, nickel, plomb, lithium, cobalt, manganèse, métaux précieux...



Météo, géolocalisation, Internet

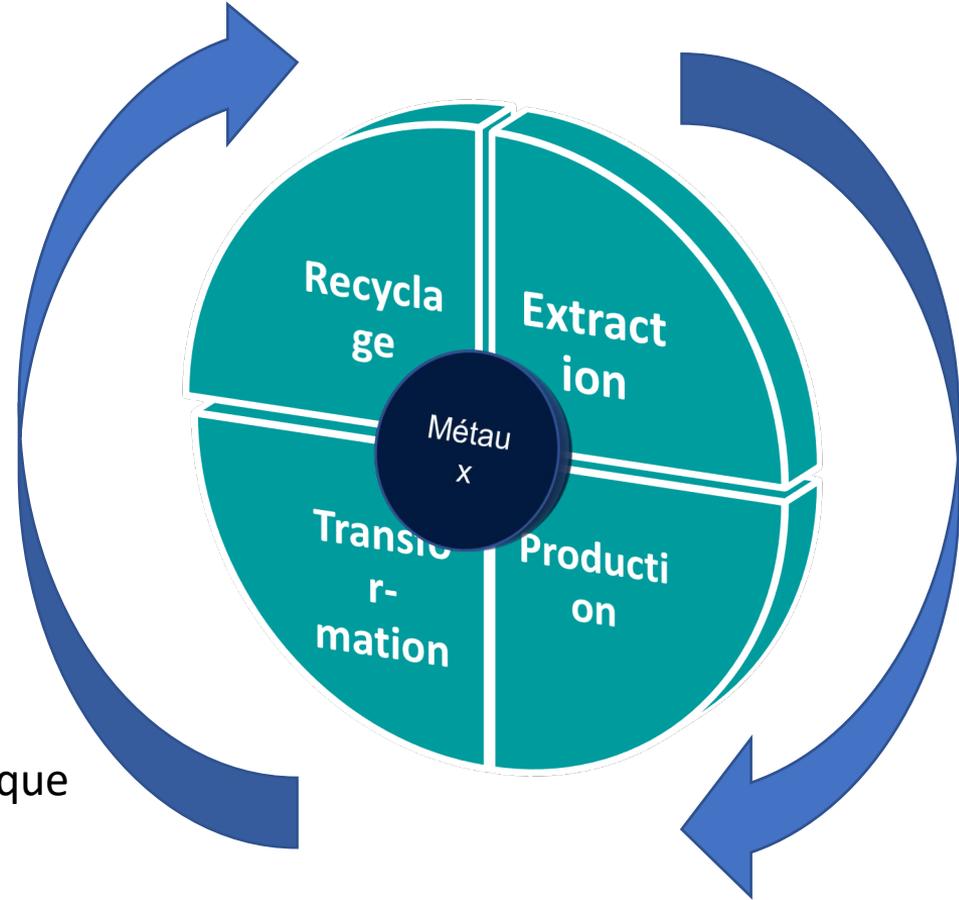
Argent, béryllium, chrome, cobalt, cuivre, lithium, nickel, or, palladium, silicium...

- Au cœur du cycle de production des métaux :

- Extraction
- Production
- Transformation
- Recyclage

- Au cœur des enjeux de :

- Réindustrialisation
- Souveraineté
- Innovation
- Transition écologique & numérique



➤ **Le monde sans carbone sera un monde « riche en métaux »**

- Demande mondiale 2030 en très forte croissance :
 - Cuivre : x2
 - Nickel : x3
 - Lithium : x4
 - Cobalt : x4
 - Terres Rares Néodyme, Dysprosium, Praséodyme, ... : x 3 à 5

➤ **Dépendance de l'Europe / la France :**

- entre 75 et 100% des matériaux critiques
- Dépendance MP **et** chaîne de valeur
 - > transformation / recyclage :
- La plupart des filières sont concernées directement ou indirectement (*Métallurgie, Chimie, TVD, NSE / Automobile, Aéronautique, Défense, Naval, Hydrogène, Santé,...*)

➤ **La mission > fin 2021/ la France :**

- Chaines de valeur « aimants » et « batteries »

➤ **Equipe :**

- CGE / France Industrie / CSF Mine & Métallurgie, CSF NSE, CSF Automobile PFA ...

➤ **Objectifs :**

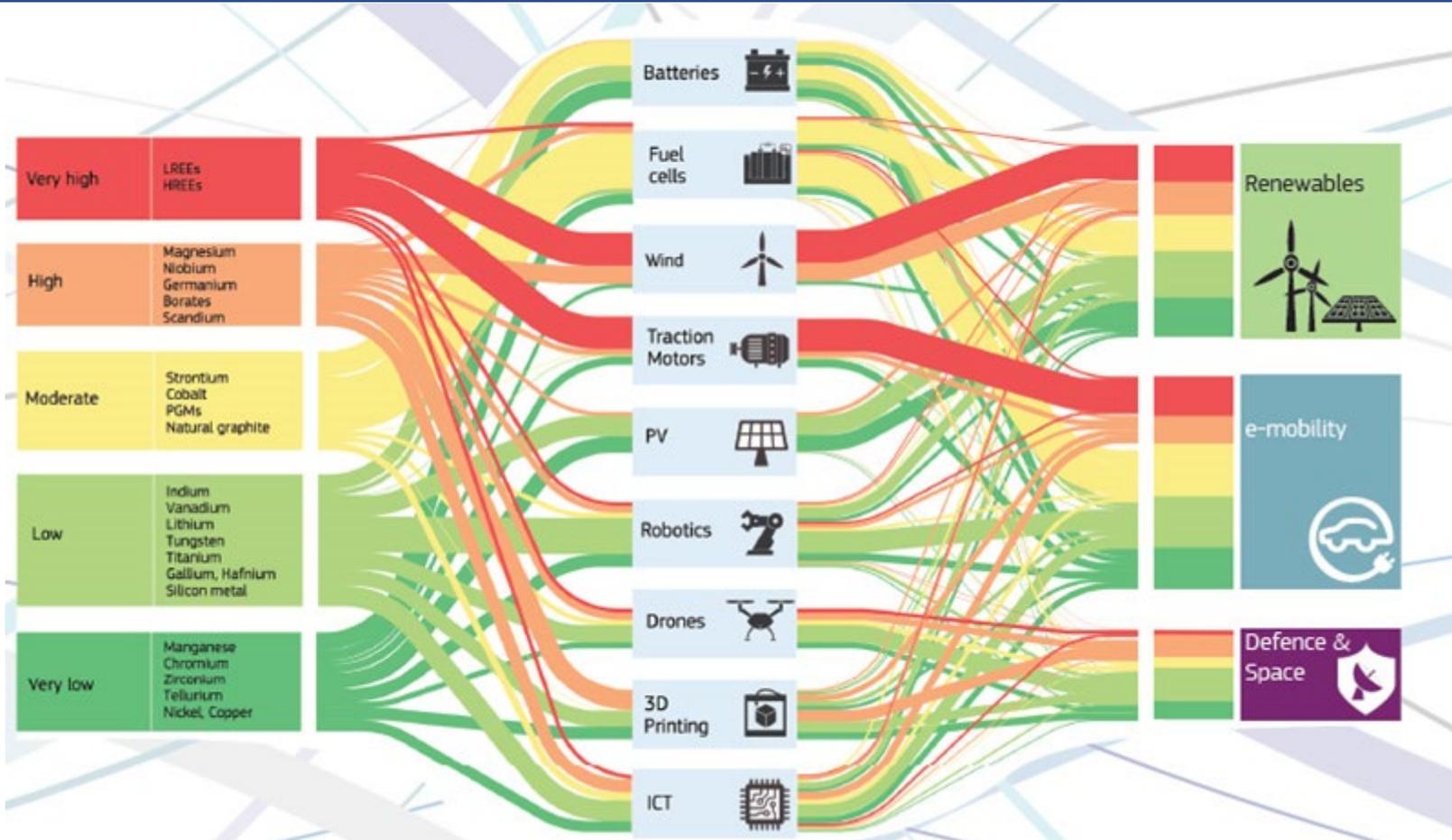
- Sécurisation des matériaux
- Résilience de ces chaînes de valeur
- Avec des « business models » viables

➤ **Poursuite de la mission en 2022 :**

- Aéronautique
- Défense
- Hydrogène ...

« La Chine a 20 ans d'avance, les USA au moins 5 »

Rappels : enjeux et périmètre de la mission



1. Organisation de la **collecte batteries** avec les OEMs / intégrant les solutions de recyclage
2. Création d'un **fonds public/privé** métaux stratégiques pour la transition énergétique
3. Création d'une **plate-forme batteries à Dunkerque**
4. Construire une **feuille de route technologique** métaux critiques / batteries
5. Publier une analyse besoins / solutions des **compétences** de la filière
6. Actions **réglementaires** et opérationnelles vers l'UE
7. Organiser un **écosystème « aimants » à Lacq**
8. Accompagner les projets industriels dans les pays tiers (**diplomatie minière**)
9. Inciter les industriels miniers à choisir le « bon » **référentiel « Mine responsable » + taxonomie**
10. Mettre en œuvre un **observatoire des métaux critiques** sous la responsabilité du BRGM et du CSF Mines & Métallurgie
11. Mettre en place un suivi interministériel des projets sous l'animation d'un **délégué interministériel aux métaux stratégiques**



- **Délégué Interministériel**

:

nomination en cours

- **OFREMI** : Observatoire Français des Ressources Minérales pour les filières Industrielles

Pilotes : BRGM & CSF Mine & Métallurgie

Financement Public / Privé (filiales industrielles)

- **Fonds d'investissement :**

- Pilotes : APE, BPI

- **Diplomatie Minière**

Pilote : MEAE avec DGT + BRGM

- **Dunkerque & Lacq**

- 3 gigafactories batteries en HdF
- Raffinage >PCAM>CAM>...
- Lacq : projet Filière aimants en cours de construction

- **Collecte Batteries :**

- Pilotes : PFA avec NSE
- Projet en cours avec le CSF M&M recyclage, volume, ...

- **AAP métaux Critiques : 500 M€**

Pilotes : BPI / DGE

- Orienté prod / complément AAP Batteries et Recyclage (R&D)
- 2022 / 2023 / 2024

- **Réglementaire**

Pilote : CSF M&M et PFA

- Réglementation Batteries + Mine & Appro Responsables

Opportunités PFUE

- Mise en cohérence du Fonds proposé par la Mission avec les actions des EIT RawMaterials et Innoenergy.
- Elargissement des IPCEI à l'approvisionnement en métaux stratégiques
- Aboutissement de la négociation du projet de « Règlement Batteries » et choix d'une norme ou d'un label certifiable pour la « mine responsable »
- Travail sur l'idée d'un Règlement analogue pour les Aimants
- Inclusion dans l'Acte 2 de la Taxonomie des projets miniers métaux critiques pour la transition énergétique



Douai



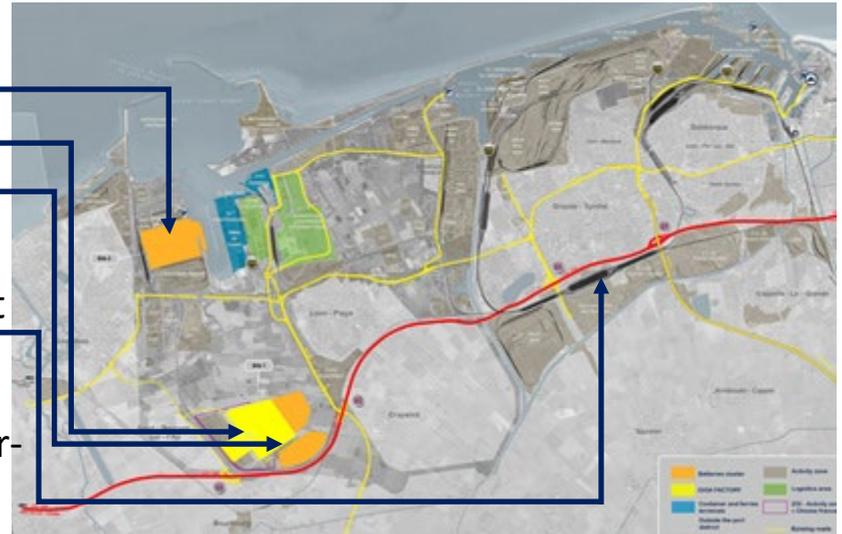
Dunkerque



Douvrin

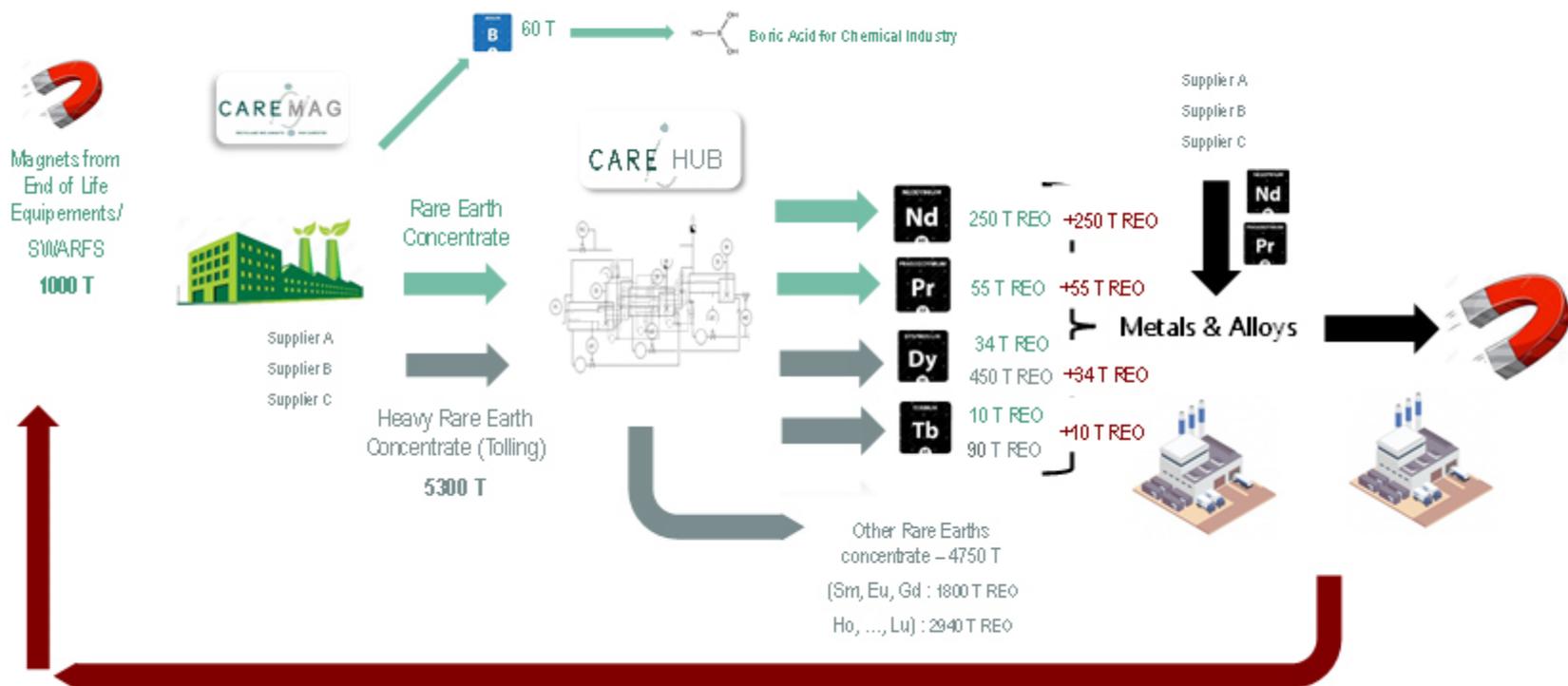


- **Les décisions d'implantation** arrivent pour l'**amont** des 20+ gigafactories (raffinage Ni, Co, Li, pre CAM, CAM, Graphite). La France est en concurrence avec la Finlande, All., UK, Est Europe.
- **L'atout majeur de la France** : l'électricité décarbonée et bon marché pour électro-intensifs
- **L'atout additionnel d'une plateforme à Dunkerque** :
 - **des terrains disponibles rapidement**
 - 120 ha en bord de quai
 - 80 ha Zone Grande Industrie (2022)
 - 170 ha extension de la ZGI
 - .. avec **électricité 225kV disponible et réseau de chaleur fatale**
 - **hub de fret ferroviaire** optimisé vers l'Allemagne et l'Europe Centrale (1^{er} en France)
 - **synergies possibles** en formation, sous-traitance, massification des flux importés, collaborations inter-entreprises, traitement des déchets et recyclage



Plateforme aimants à Lacq (64)

ORGANISER UN ÉCOSYSTÈME APPUYANT LA CONSTITUTION D'UNE FILIÈRE « AIMANTS »,
À PARTIR DE LA PLATEFORME EN COURS DE CONSTITUTION À LACQ



VOLET SOCIAL

04

Point sur les négociations salariales (1/2)

- ▶ **Un contexte marqué par l'inflation et une pression forte sur les entreprises :**
 - > L'inflation en 2021 a entraîné une revalorisation du SMIC de +3,1%...
 - > Et devrait se poursuivre en 2022 : possible **revalorisation de +2% du SMIC dès juillet prochain** (prévision Rexecode réalisée avant le début du conflit russo-ukrainien)
 - > Les négociations salariales de branche restent sous la surveillance du Ministère du travail...
- ▶ **Une focalisation contestable sur les grilles salariales avec des minima inférieures au SMIC :**
 - > Les minima ne reflètent pas les salaires réellement perçus par les salariés (le SMIC s'impose à l'employeur)
 - > La plupart des minima de branche sont rattrapées par le SMIC à chaque revalorisation de ce dernier (d'autant plus importante fin 2021 et début 2022 en raison de l'inflation)
 - > Les dynamiques de négociation en cours sont réelles tout au long de l'année

Point sur les négociations salariales (2/2)

- ▶ A date, 97 branches ont des minima inférieurs au SMIC 2022,
 - ▶ dont 35 adhérentes au MEDEF,
 - ▶ parmi lesquelles 5 ont des minima inférieurs au SMIC depuis plus d'un an
(source : monitoring MEDEF et données DGT)
- ▶ NAO : dans les grandes entreprises ayant rendu publiques ces informations, elles conduisent à :
 - > des hausses générales des salaires (AG) comprises entre 0,6% et 5% (>2% pour 65% de ces entreprises)...
 - > ...auxquelles s'ajoutent souvent des mesures individuelles (AI) dont les enveloppes globales augmentent entre 0,7% et 3,5% (>1% pour 65% de ces entreprises)
 - > La moyenne exprimée en masse salariale totale est >3%

« Barème Macron » : point sur les contentieux

- ▶ 2 contentieux (OIT et Cour de cassation) sur la conformité du barème aux conventions internationales :
 - > la convention 158 de l'OIT et art. 24 de la charte sociale européenne prévoient, en cas de licenciement abusif, un **droit à indemnité adéquate et intégrale ou à toute autre réparation appropriée**
 - > pour ses détracteurs (CGT,FO..) le barème neutralise par construction la possibilité d'appliquer cette règle.
 - ▶ Une recommandation de l'OIT, âprement négociée, devrait être publiée fin mars 2022 :
 - > pas de suppression du barème...
 - > ...mais sa "**mise sous surveillance**" : le gouvernement devrait examiner à intervalles réguliers les modalités d'indemnisation prévues par la loi (barème) pour s'assurer qu'elles permettent une réparation adéquate du préjudice subi pour licenciement abusif
 - ▶ Une décision de la Cour de cassation (le MEDEF est intervenu dans le contentieux) attendue au plus tôt fin avril 2022 (si décision de la chambre sociale) et au plus tard janvier 2023 (si renvoi à l'assemblée plénière) pourrait
 - > imposer aux juges du fond de procéder à un contrôle *in concreto* du barème dans tous les cas...
 - > ...ou, **plus vraisemblablement selon nos informations, donner la possibilité aux juges de s'écarter du barème avec une argumentation solide** (manquement grave aux droits des salariés) .
- *Pas de suppression du barème, mais un risque sur sa prévisibilité, son principal intérêt.*

**CONTRAT
D'ENGAGEMENT
JEUNES**

05

Thibaut Guilluy

Haut-Commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises



Intervention de Thibaut GUILLUY, Haut-Commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises

Liens utiles :

- ▶ Le site dédié du Ministère du travail : 1jeune1solution.gouv.fr
- ▶ L'annuaire de leaders/ référents des Clubs départementaux « Les entreprises s'engagent » <https://lesentreprises-sengagent.gouv.fr/la-communaute>
- ▶ Site dédié à l'immersion professionnelle: immersion-facile.beta.gouv.fr/
- ▶ Boîte à outils CEJ : <https://travail-emploi.gouv.fr/emploi-et-insertion/mesures-jeunes/contrat-engagement-jeune/article/boite-a-outils-contrat-d-engagement-jeune>

Contexte : le déploiement du Contrat d'engagement jeune

- ▶ **L'emploi des jeunes** : un enjeu fort pour les entreprises, compte-tenu des besoins de recrutement
- ▶ Le MEDEF est fortement mobilisé avec **l'impulsion de la Commission Jeunesses**, créée en avril 2021, qui s'adresse à tous les jeunes dans leur diversité et à l'ensemble des problématiques qu'ils rencontrent pour accéder à l'emploi
- ▶ **Une convention signée avec le Haut Commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises** : Un jeune#1 solution/ Les entreprises s'engagent, en novembre 2021
- ▶ Un **engagement renouvelé** sur le Contrat d'engagement jeunes, signé le 24 février 2022
- ▶ Plus de 10 **Medef territoriaux impliqués** dans le réseau 'Les entreprises s'engagent'

Plan d'actions du Medef portant sur le CEJ

- ▶ Le Medef prépare un plan opérationnel pour venir en soutien à l'embauche des jeunes et s'appuyant sur notre réseau, conformément à la convention avec HC3E
- ▶ Actions envisagées:
 - **Communication ciblée et graduée**
 - événements, réunions d'information
 - mobilisation via des push dédiés et Medef Hebdo
 - transmission aux adhérents d'un kit d'information dédié aux entreprises
 - **Elaboration d'outils pratiques destinés aux entreprises sur des questions opérationnelles** portant sur la mise en œuvre du dispositif
 - **Un webinaire MEDEF/HC3E** pour répondre aux questions les plus fréquemment posées et partager les retours d'expérience
 - **Retours d'expériences** et de difficultés rencontrées des adhérents
 - Mise en relation des référents des Clubs locaux (Communauté Les entreprises s'engagent) et des REF, voire **actions spécifiques localement**

COMPTÉ RENDU
D'ACTIVITÉ DU
COMITÉ MANDAT

06

Activité du Comité des mandats (1/2)

- ▶ 202 désignations (contre 98 en 2020 soit + 106 %) dans les différents mandats relevant de ses compétences.
- ▶ 255 candidatures reçues des adhérents faisant l'objet d'un examen attentif.
- ▶ Tous les postes de mandataires ouverts à renouvellement (global ou partiel, titulaires et suppléants) ont été pourvus en 2021.
- ▶ Répartition des 202 mandataires désignés par le Comité des mandats :
 - > 88 soit 43,5 % sont d'origine territoriale (contre 37 % en 2020) ;
 - > 88 soit 43,5 % sont d'origine fédérations (contre 57 % en 2020) ;
 - > 26 soit 13 % sont d'origine MEDEF (contre 6 % en 2020).

Activité du Comité des mandats (2/2)

- ▶ La parité H/F progresse : 40 % des désignations en 2021 (81) contre 35 % en 2020.
- ▶ Les mandats sont répertoriés en 3 niveaux selon leur importance pour le MEDEF et ses adhérents. En 2021, sur 79 instances paritaires (71 en 2020) dans lesquelles le MEDEF désigne des mandataires :
 - > 36 étaient de niveau 1 / appel à candidature général auprès de tous les adhérents ;
 - > 26 étaient de niveau 2 / appel à candidature général ou limité à la Commission du MEDEF concernée ;
 - > 17 étaient de niveau 3 / gestion par les Directions du MEDEF concernées

PRÉSENTATION
DU BIG TOUR

07



bpifrance
SERVIR L'AVENIR

UNE GRANDE TOURNÉE DE 30 DATES

30 étapes dans toutes les régions de France, (Corse et Outres-mer comprises) de mars à novembre 2022.

LE FESTIVAL DE L'ENTREPRISE FRANCE,

de la fierté du du savoir-faire entrepreneurial français et des communautés Bpifrance (La French Fab, La French Care, La French Tech, Le Coq Vert, La French Touch).

UNE TOURNÉE QUI RÉUNIT

tous les acteurs participant aux dynamiques économiques du pays : entrepreneurs, institutionnels, clubs sportifs, grands groupes, ETI, TPE/PME.

LE BIG TOUR, C'EST AUSSI CONNECTER

les personnes qui recherchent un emploi et les entreprises qui recrutent.



BIGTOUR

LE BILAN 2021

bpifrance
SERVIR L'AVENIR

32 MILLIONS



de français
touchés en digital

9 000 AFFICHES



+400



REPORTAGES MÉDIA

+500 ENTREPRENEURS
& DIRIGEANTS
INTERVIEWÉS



8 300



SPOTS RADIOS



620 SPOTS TV

24 DATES
& VILLES



DÉCOUVREZ NOTRE BESTOF 2021



BIGTOUR

LES DATES 2022



1 SAMEDI 05 MARS
STRASBOURG

2 MERCREDI 20 AVRIL
BORDEAUX

3 VENDREDI 22 AVRIL
TOULOUSE

4 MARDI 26 AVRIL
MONTPELLIER

5 VENDREDI 29 AVRIL
ZOO DE BEAUVAIL

6 JEUDI 26 MAI
TOURCOING

7 SAMEDI 28 MAI
BERCK-SUR-MER

8 JEUDI 16 JUIN
REIMS

9 SAMEDI 18 JUIN
DIJON

10 LUNDI 20 JUIN
LYON

11 MERCREDI 22 JUIN
GRENOBLE

12 SAMEDI 25 JUIN
AJACCIO

13 MERCREDI 29 JUIN
AIX-EN-PROVENCE

14 SAMEDI 02 JUILLET
LA LONDE-LES-MAURES

15 LUNDI 04 JUILLET
SAVINES-LE-LAC

16 MERCREDI 06 JUILLET
NARBONNE

17 VENDREDI 08 JUILLET
VIEUX-BOUCAU

18 DIMANCHE 10 JUILLET
BISCARROSSE

19 DIMANCHE 21 AOÛT
LES SABLES-D'OLONNE

20 LUNDI 22 AOÛT
PORNIC

21 MERCREDI 24 AOÛT
VANNES

22 JEUDI 25 AOÛT
PERROS-GUIREC

23 SAMEDI 27 AOÛT
FÉCAMP

24 MARDI 13 SEPTEMBRE
CHATEAUROUX

25 JEUDI 15 SEPTEMBRE
LE MANS

26 SAMEDI 17 SEPTEMBRE
TROUVILLE-SUR-MER

27 DIMANCHE 18 SEPTEMBRE
ÉTAPLES-SUR-MER

28 MARDI 20 SEPTEMBRE
ÎLE-DE-FRANCE

BIGTOUR

COMMENT PARTICIPER ?



bpifrance
SERVIR L'AVENIR

REJOINDRE LE BIG TOUR C'EST :

RENFORCER

Votre lien avec des solutions innovantes en rencontrant des startups locales.

NETWORKER

En rencontrant des **institutionnels et personnalités régionales et nationales** sur le Village et lors des **déjeuners partenaires** (1 déjeuner par région).

RECRUTER

En intégrant l'espace Emploi afin de **rencontrer et recruter** des demandeurs d'emploi, des apprentis et des lycéens.

RAYONNER

En profitant de l'**exposition médiatique** régionale et nationale sur toute la tournée (Presse, TV, Radio, Digital) et en intervenant dans l'émission **Vive ta Ville**.

UNE ÉTAPE DU BIG TOUR EST RYTHMÉE PAR DIFFÉRENTS MOMENTS B2B



Petit-Déjeuner Partenaires
Moment de rencontre et d'échange
avec l'ensemble de nos partenaires



Émission Vive ta Ville
Émission animée par Patrice Bégay
de 12h à 14h ou de 15h à 17h



Déjeuner Partenaire
Déjeuner placé réunissant l'ensemble
des parties prenantes de la tournée
(Partenaire, Excellence, Les Meneurs)
pour Favoriser le networking

UNE ÉTAPE DU BIG TOUR S'ADRESSE ÉGALEMENT AU GRAND PUBLIC



Espace du Village
Animations ludo-éducatives
de l'ensemble de nos partenaires
et de nos communautés



Booste ta Carrière
Parcours Emploi pour le grand public :
rédaction d'un CV, consultation des offres d'emploi,
rencontre avec des entrepreneurs



Concert le soir
Concert gratuit et ouvert à tous
en partenariat avec Live Nation
et Montreux Comedy

BIGTOUR

REJOIGNEZ-NOUS

bpifrance
SERVIR L'AVENIR



« Orange est fière d'être partenaire pour sa 3ème édition du Big Tour. Cet événement unique en France qui promeut le Made In France et les valeurs entrepreneuriales autour de l'industrie et des services. Un BIG Tour qui valorise les territoires en intégrant également la French tech et l'innovation. Bref, un événement incontournable qui fédère les entreprises, les collectivités territoriales et le grand public autour de la fierté et le savoir-faire français. »

Geoffroy Sirven-Vienot - Directeur Relations Publiques, Sponsoring, Événements et Partenariats ORANGE GROUP



« Le Big Tour est l'opportunité pour les entreprises du territoire de partager leurs passions, leurs projets et leurs aventures industrielles et/entrepreneuriale qui contribuent à donner à notre pays les moyens de ses ambitions. »

Frédéric Lescure - CEO de Socomre

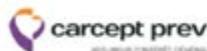
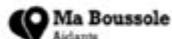
CHAMPIONS DES TERRITOIRES REJOIGNEZ-NOUS !

Parce que vous êtes :

- Au cœur de l'écosystème entrepreneurial
- Des acteurs de la cohésion sociale et économique
- Des employeurs essentiels de notre pays

Venez sur le BIG Tour à la rencontre des jeunes, de la presse, des startups, des élus, des grands groupes et du grand public dans toutes les régions de France.

NOS PARTENAIRES



VOLET ADHERENTS



CARNET DES ADHERENTS

NOUVEAUX PRESIDENTS



► **Christophe Schalk**
SIRTI - Le Syndicat des radios indépendantes

Président de Top Music

Succède à Alain Liberty

NOUVEAUX PRESIDENTS



► **Emmanuel LELIEVRE**

Mouvement des entreprises de France - Lot

Gérant Centrakor (Commerce)
Kiosque à pizza (Restauration)

Succède à Michel Hibon

NOUVEAUX PRESIDENTS



► **Antoine NUNES**

Mouvement des entreprises de France - Hautes-Pyrénées

Président EGSF (BTP)

Succède à Jacques Argounès

NOUVEAUX DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX



▶ **Erwan Carratero**

Mouvement des entreprises de France - Yvelines



▶ **Gaelle Curtet**

Mouvement des entreprises de France - Ain

NOUVEAUX DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX



▶ **Christelle Guérout**

Mouvement des entreprises de France - Seine Estuaire



▶ **Mickaël Nogal**

ANIA - Association Nationale des Industries Alimentaires

CONVENTION DU MEDEF

LA CONVENTION DU MEDEF

Rendez-vous à REIMS

du 8 juin à 12h au 9 juin 13h30

Pour les Présidents et DG de Fédérations professionnelles, de MEDEF territoriaux et régionaux.

- ✓ De nombreux ateliers de travail / Plénières (en construction)
- ✓ Une visite de cave
- ✓ Une soirée à la Maison Pommery

La convention sera précédée du séminaire des Délégués Généraux du réseau territorial, le 7 Juin (à partir de 17h30) et 8 juin matin.



LA REF 2022



RENCONTRE DES ENTREPRENEURS DE FRANCE

**Rendez-vous les 29 et 30 août 2022
à l'Hippodrome ParisLongchamp**





ENQUETE DE SATISFACTION 2021

BAROMÈTRE DE SATISFACTION DES ADHÉRENTS

OBJECTIF

Initiée il y a 2 ans, cette enquête de satisfaction a pour vocation d'améliorer en continu la qualité des services du Mouvement des entreprises de France.

MÉTHODOLOGIE

- ▶ Une enquête de satisfaction de qualité du service rendu pour l'année 2021.
- ▶ Une méthodologie inspirée des enquêtes qualité des organismes de certification.
- ▶ Les participants : présidents et DG des fédérations professionnelles et du réseau territorial.
- ▶ Une enquête réalisée par questionnaire en ligne entre janvier et fin février 2022.

TAUX DE PARTICIPATION

EN 2020 : 86 %

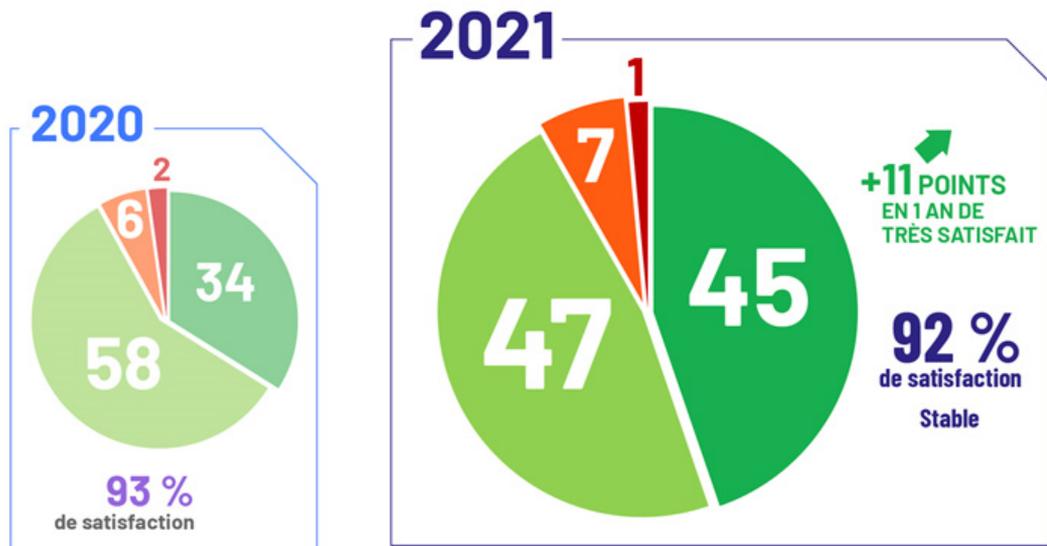
- ▶ 90 % pour le réseau territorial
- ▶ 82 % pour les fédérations

EN 2021 : 75,2 %

- ▶ 79 % pour le réseau territorial
- ▶ 71,5 % pour les fédérations



1. SATISFACTION GLOBALE



CE QUI A ÉTÉ MESURÉ

- ▶ La relation adhérents et services proposés
- ▶ Les commissions
- ▶ L'animation des mandats
- ▶ Les outils de communication
- ▶ La visibilité dans les médias
- ▶ Les évènements et l'animation du réseau

3 ITEMS EN AUGMENTATION

- ▶ Relations adhérents et services
- ▶ Les commissions
- ▶ L'animation des mandats



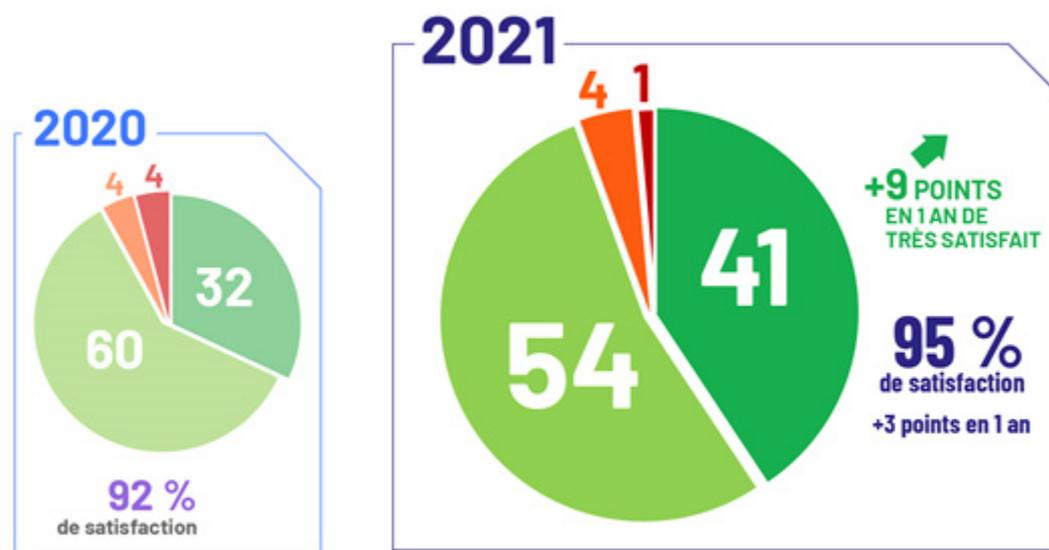
Très satisfait

Plutôt satisfait

Plutôt insatisfait

Insatisfait

2. RELATIONS ADHÉRENTS ET SERVICES



CE QUI A ÉTÉ MESURÉ

- ▶ La facilité à trouver le bon interlocuteur
- ▶ Le traitement et réponses apportées
- ▶ La préparation et le suivi des réunions
- ▶ Les formations de l'Académie MEDEF
- ▶ L'accompagnement sur le développement commercial

POINT FORTS

- ▶ Disponibilité et réactivité des équipes
- ▶ Information de qualité
- ▶ Influence politique reconnue

PISTES D'AMÉLIORATION

- ▶ Meilleure visibilité de l'organisation des pôles d'expertise
- ▶ Information moins abondante et mieux ciblée
- ▶ Proposition d'outils/information plus facilement transmissibles aux entreprises, notamment aux PME



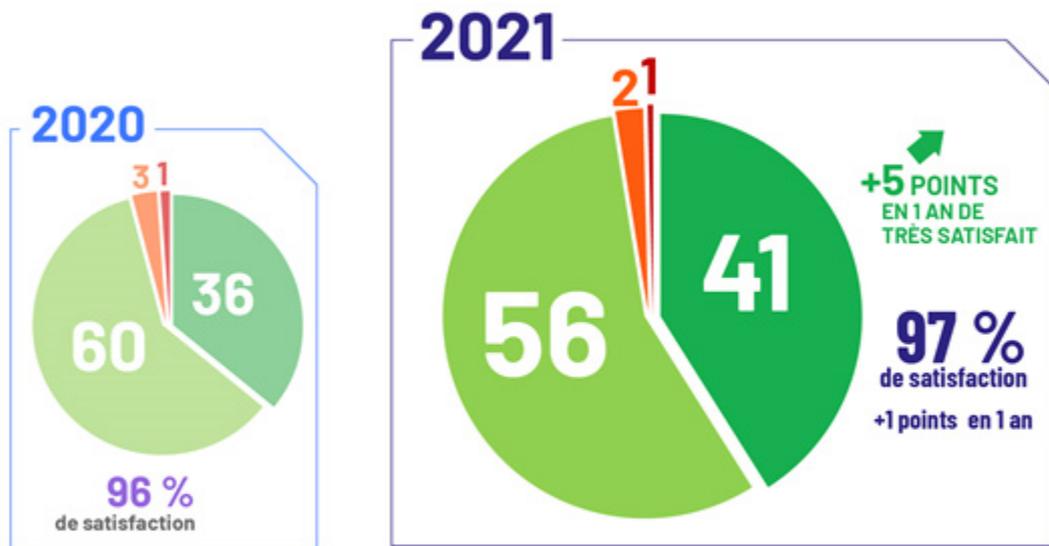
Très satisfait

Plutôt satisfait

Plutôt insatisfait

Insatisfait

3. COMMISSIONS



CE QUI A ÉTÉ MESURÉ

- ▶ Le fonctionnement général
- ▶ La préparation et le suivi
- ▶ Le reporting
- ▶ L'accessibilité des informations sur l'extranet
- ▶ Les publications et guides

PISTES D'AMELIORATION

- ▶ Meilleure visibilité des calendriers et travaux des commissions : mieux distinguer les commissions de leurs Bureaux, amplifier l'envoi d'invitations Outlook et de CR pour chaque réunion
- ▶ Renforcement des commissions sur de nouveaux sujets d'actualité : dépendance, la ville sous tous ses enjeux urbanisme-logement-immobilier-sécurité, audiovisuel-média-culture, QVCT...
- ▶ Meilleure association des adhérents à l'élaboration des positions du Mouvement des entreprises de France



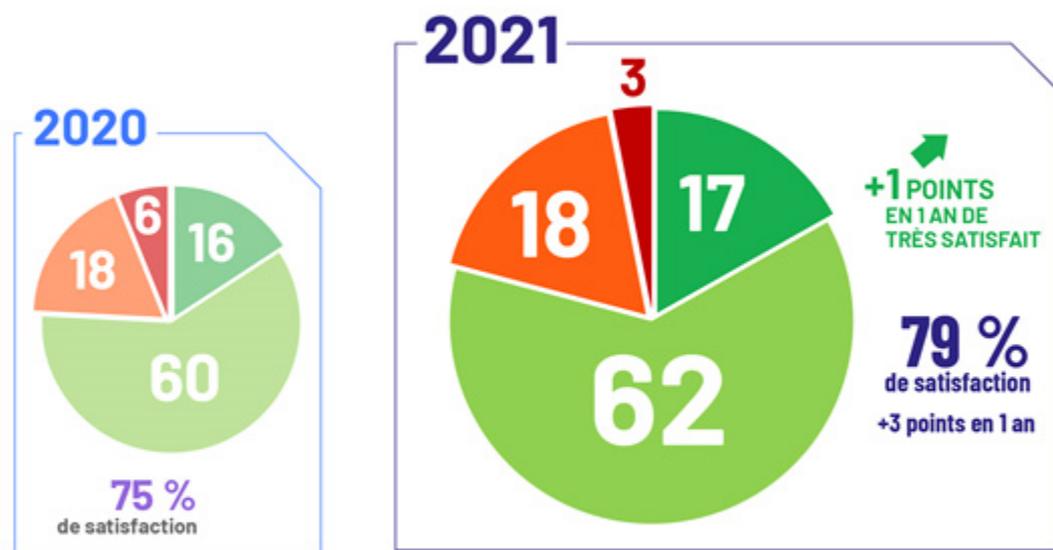
Très satisfait

Plutôt satisfait

Plutôt insatisfait

Insatisfait

4. ANIMATION DES MANDATS



CE QUI A ÉTÉ MESURÉ

- ▶ Les feuilles de route
- ▶ Le reporting
- ▶ Les argumentaires
- ▶ Les réunions d'information

POINT FORTS

- ▶ Amélioration de la gestion des mandats (anticipation, liste des mandats, etc.)

PISTES D'AMELIORATION

- ▶ Formation et argumentaires pour les mandataires
- ▶ Clarification des positions selon les mandats et partage d'information
- ▶ Proposition d'un accompagnement plus décentralisé



Très satisfait

Plutôt satisfait

Plutôt insatisfait

Insatisfait

5. OUTILS ET SUPPORTS DE COMMUNICATION



CE QUI A ÉTÉ MESURÉ

- ▶ Les newsletters
- ▶ Le site medef.com
- ▶ Les réseaux sociaux
- ▶ La fiche argumentaire
- ▶ L'extranet

POINT FORTS

- ▶ Changement d'identité visuelle
- ▶ Communications de très bon niveau et informations qualifiées lors des crises sanitaires successives
- ▶ Présence accrue sur les réseaux sociaux
- ▶ Fiches argumentaires de qualité et facilement accessibles *via* l'extranet
- ▶ Commissions accessibles *via* l'extranet

PISTES D'AMELIORATION

- ▶ Amélioration de la navigation et la recherche dans l'extranet
- ▶ Accès par l'extranet uniquement pour certaines informations (trop de mails)
- ▶ Meilleure visibilité des calendriers des commissions dans l'extranet
- ▶ Transmission d'une version modifiable du MEDEF hebdo



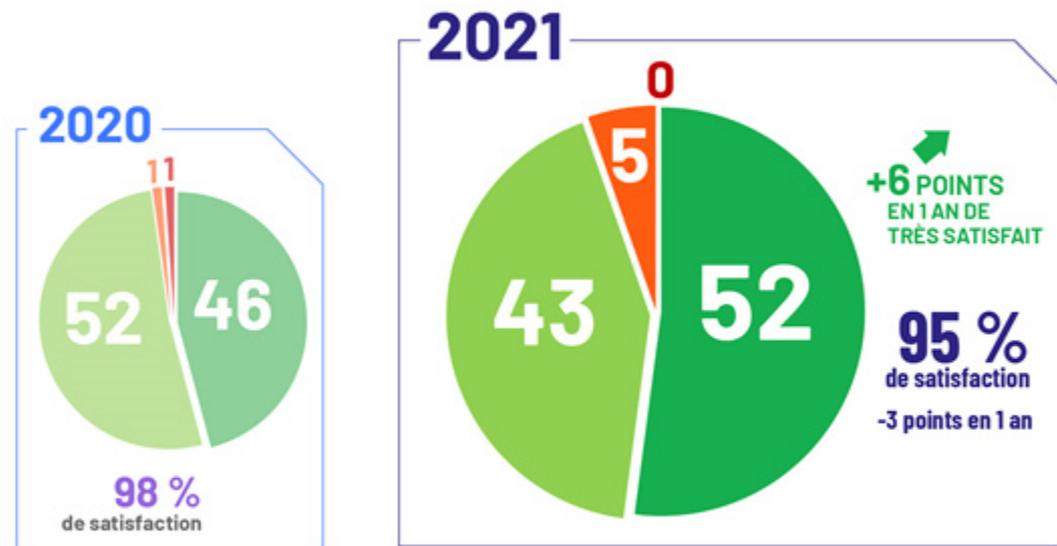
Très satisfait

Plutôt satisfait

Plutôt insatisfait

Insatisfait

6. VISIBILITÉ DANS LES MÉDIAS



CE QUI A ÉTÉ MESURÉ

- ▶ La visibilité du Mouvement des entreprises de France dans les médias

POINT FORTS

- ▶ Très bonne visibilité
- ▶ Grande présence et influence
- ▶ Valorisation de l'image des entreprises auprès du grand public

PISTES D'AMÉLIORATION

- ▶ Meilleure valorisation du Mouvement des entreprises de France comme représentant des TPE-PME
- ▶ Mise en valeur des chefs d'entreprise locaux
- ▶ Renforcement de la présence du Mouvement des entreprises de France national sur l'ensemble des chaînes télévisées
- ▶ Renforcement dans la presse écrite



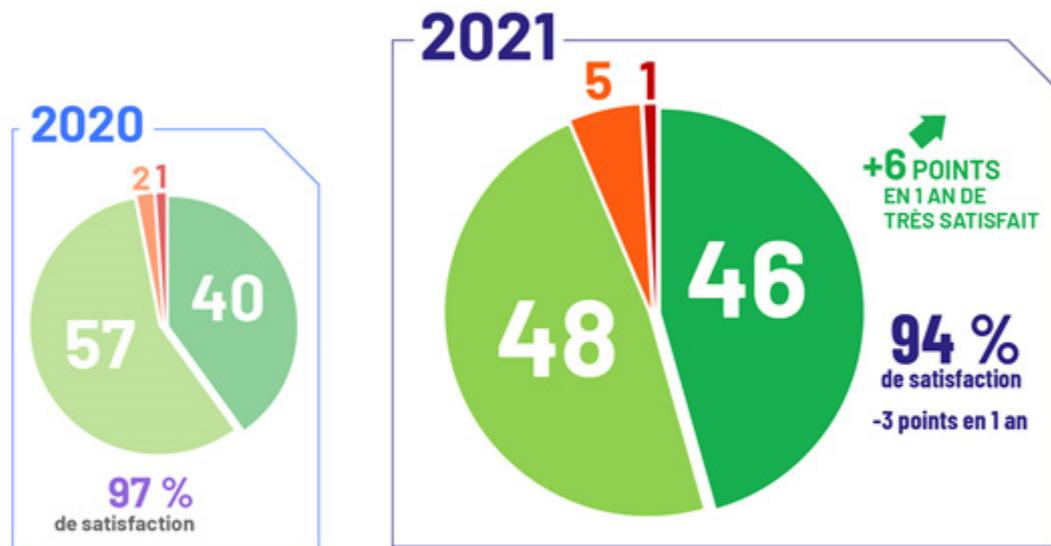
Très satisfait

Plutôt satisfait

Plutôt insatisfait

Insatisfait

7. ÉVÈNEMENTS ET ANIMATION DU RÉSEAU



CE QUI A ÉTÉ MESURÉ

- ▶ LaREF
- ▶ Les REF théma
- ▶ L'assemblée permanente
- ▶ Les réunions du réseau
- ▶ LaREF Num
- ▶ L'assemblée générale
- ▶ La Convention

POINT FORTS

- ▶ LaREF (en présentiel)
- ▶ La convention
- ▶ Richesse de la programmation et des contenus (Les REF théma, LaREF Francophone, LaREF Présidentielle)

PISTES D'AMÉLIORATION

- ▶ Développer l'accueil de délégations
- ▶ Proposer davantage de réunions et de moments de convivialité en faveur des fédérations
- ▶ Anticiper les ordres du jour et les agendas



Très satisfait

Plutôt satisfait

Plutôt insatisfait

Insatisfait

8. SUJETS PRIORITAIRES DE 2022

Sujets dont les adhérents souhaitent un accompagnement du Mouvement des entreprises de France :

- **emploi** : attractivité des métiers, difficultés de recrutement et pénurie de main d'œuvre ;
- **RSE et devoir de vigilance des entreprises** ;
- **transitions écologique et énergétique** ;
- **mandats** : gestion, accompagnement, animation ;
- **valorisation des travaux** du Mouvement des entreprises de France : besoin d'un bilan des actions phares et avancées de 2021, décryptages économiques au format vidéo, campagne de communication nationale pour recruter des entreprises ;
- **commerce** : aider à la transformation et la modernisation du secteur, concurrence des plateformes...

AGENDA DES ASSEMBLÉES PERMANENTES 2022

- ▶ **12 avril**
- ▶ **17 mai**
- ▶ **5 juillet**
- ▶ **13 septembre**
- ▶ **18 octobre**
- ▶ **15 novembre**
- ▶ **13 décembre**

La Convention du MEDEF aura lieu les 8&9 juin 2022 à Reims.